

Dans ce numéro

Boko Haram soupçonné d'être impliqué dans un attentat suicide commis par six fillettes dans le nord-est du Nigeria...

(Page 2)

Sub 2000, un projet américain de sous-marin à double coque destiné à mener des opérations d'espionnage...

(Page 4)

Séoul et Washington confirment l'annulation des exercices militaires conjoints prévus en août prochain...

(Page 5)

Mise en garde russe après la déclaration de Donald Trump portant sur la création d'une armée spatiale...

(Page 6)

Selon un général israélien, le prochain « 11 septembre » sera une cyber-attaque contre le secteur énergétique...

(Page 7)

Un premier avion de combat F-35 aurait été livré à la Turquie...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Huit morts après l'explosion d'une mine au passage d'un véhicule de police dans le nord-est du Kenya...

Au Kenya, on notera cette nouvelle attaque meurtrière contre les forces de sécurité dans le nord-est du pays. Cinq policiers kényans et trois réservistes ont été tués dimanche par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule sur une route dans l'est du comté de Wajir. Selon le responsable de la sécurité dans le nord-est du pays, les shabaab somaliens sont responsables.

(La voix de l'Amérique, le 18-06-2018)

En Allemagne, arrestation d'un Tunisien qui aurait projeté une attaque à la bombe biologique...

Un jeune Tunisien arrêté la semaine dernière à Cologne, voulait perpétrer une attaque à la bombe biologique. C'est ce qui ressort des premiers éléments d'enquête. Sief Allah H., âgé de 29 ans, a été arrêté en possession de 3 150 graines de ricine, un poison très violent et en plus 84 milligrammes au moins du même produit dont une quantité infime peut être mortelle. Pas de cible précise, mais le jeune homme aurait également eu des contacts avec des islamistes radicaux. Une affaire sans précédent en Allemagne d'après le chef de la police judiciaire Holger Münch. Le procureur général Peter Frank a lui parlé du risque d'attentat avec des agents biologiques de guerre, soulignant que les terroristes sont très créatifs.

(Deutsche Welle, le 21-06-2018)

Donald Trump souhaite créer une force spatiale dont le but serait d'établir une domination américaine dans l'espace...

Le président des États-Unis Donald Trump a annoncé lundi qu'il souhaitait créer une force spatiale en tant que sixième branche des forces armées américaines. Il a déclaré au cours d'une rencontre avec le Conseil spatial national qu'il avait ordonné au département de la Défense et au Pentagone d'initier immédiatement le processus nécessaire pour créer une force spatiale, selon la Maison-Blanche. Il a annoncé que cette nouvelle force serait séparée mais égale des forces aériennes des États-Unis. Une précédente proposition avancée en juin dernier par la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis avait en effet recommandé la création d'un corps spatial placé sous le commandement des forces aériennes. Le secrétaire de la Défense, James Mattis, avait à l'époque désapprouvé la création d'une sixième branche des forces armées américaines. « Nous travaillons à réduire les frais généraux et à renforcer l'intégration des efforts de guerre » avait-t-il argué pour expliquer son refus. Dans son allocution, M. Trump a assigné cette nouvelle mission à Joseph Dunford, chef d'état-major des armées des États-Unis. « Ce n'est pas suffisant d'avoir une présence américaine dans l'espace. Nous devons établir une domination américaine dans l'espace » a déclaré M. Trump.

(Radio Chine internationale, le 19-06-2018)

Boko Haram soupçonné d'être impliqué dans un attentat suicide commis par six fillettes dans le nord-est du Nigeria...

Au nord-est du Nigeria, des djihadistes présumés membres de Boko Haram ont utilisé six fillettes pour perpétrer des attaques ce week-end dans l'État de Borno. Dans la nuit de samedi à dimanche, les petites kamikazes, entre six et dix ans, ont trouvé la mort avec au moins trente-et-une personnes tuées à Damboa, lors de la fête de fin du ramadan.

(Radio Vatican, le 18-06-2018)

Au moins trente-et-une personnes sont mortes dans un double attentat suicide à Damboa, dans l'État de Borno. Les attaques ont été menées samedi soir. Ce serait Boko Haram qui serait derrière cette attaque menée en plusieurs temps. D'abord, une double attaque suicide ; puis les terroristes ont attendu que la foule s'amasse sur les lieux de l'attentat pour lancer une nouvelle offensive à coup de grenades et de tirs de roquettes. Les personnes visées venaient de célébrer la fête de l'Aïd. L'attaque n'a pas été revendiquée mais elle est signée Boko Haram, selon un membre d'une milice locale. On apprend ce matin, via un responsable local, que Boko Haram a utilisé des fillettes pour perpétrer ces attentats suicide suivis d'attaques à la grenade.

(Médi-1, le 18-06-2018)

Dans le nord-est du Nigeria, révision à la hausse du bilan des attentats qui ont ensanglanté la fête de l'Aïd Al-Fitr ce week-end à Damboa, dans l'État de Borno. Quarante-trois personnes ont été tuées, selon un dernier bilan annoncé hier. Un premier bilan faisait état de trente-et-un morts d'après Kaumi Wakil, du gouvernement de l'État de Borno, quarante-trois personnes ont perdu la vie dans les attentats qui ont touché ce week-end la ville de Damboa. Douze blessés très graves ont été acheminés par hélicoptère à Maïduguri, la capitale régionale. Les attaques suicide ont été perpétrées par six fillettes âgées de sept à dix ans alors que les habitants célébraient la fête du ramadan. Les djihadistes présumés ont ensuite visé avec des roquettes et des grenades la foule qui s'était précipitée peu après les premières explosions.

(La voix de l'Amérique, le 19-06-2018)

Deux femmes kamikazes abattues par l'armée dans un marché du nord-est du Nigeria...

Le nord-est du Nigeria a été le théâtre de nouvelles attaques selon la police, ce matin. Deux explosions ont retenti hier dans un marché près d'une base militaire de Maïduguri. Quinze personnes sont blessées. Les explosifs des deux femmes kamikazes se sont activés quand les soldats leur ont tiré dessus. Elles sont mortes sur le coup. Il n'y a pas eu de revendication, mais le procédé ressemble à celui utilisé par le groupe Boko Haram.

(Médi-1, le 21-06-2018)

Au Burkina Faso, trois attaques séparées menées par des djihadistes présumés...

Au Burkina Faso, un policier tué, un agent de sécurité blessé et un enlèvement : c'est le bilan des attaques de djihadistes présumés dans deux régions ce week-end. Dans la nuit de samedi à dimanche, trois attaques ont été perpétrées par des hommes armés non identifiés dans des localités de la région de l'est. D'abord au poste de contrôle de l'ONASER, Office nationale de la sécurité routière de Tindangou ; et simultanément au commissariat de police de district et à la brigade de gendarmerie de Comin-Yanga, selon le ministère de la Sécurité. « Au cours de ces attaques, nos forces de défense et de sécurité ont opposé une farouche résistance aux assaillants ce qui leur a permis d'abattre un des assaillants et de mettre ainsi en déroute les autres criminels » indique un communiqué du ministère. L'officier principal de police au poste de contrôle ONASER a été tué et un autre agent de sécurité légèrement blessé, a informé dimanche la police nationale. Non loin de l'est, au Sahel cette fois-ci, c'est un chauffeur au district sanitaire de Djibo qui a été enlevé samedi, selon plusieurs sources locales. C'est une fois de plus un week-end difficile sur le plan sécuritaire dans ces deux régions du Burkina Faso.

(La voix de l'Amérique, le 18-06-2018)

Au Cameroun, lancement d'un plan d'urgence humanitaire pour les régions anglophones...

Au Cameroun, 74 militaires et 7 policiers ont été tués depuis le début du conflit fin 2017 qui oppose les séparatistes armés et les forces de défense et de sécurité dans les deux régions anglophones du pays.

C'est ce qui ressort d'un document officiel obtenu par l'AFP hier. Plus de 100 civils ont également été tués par les séparatistes armés au cours des 12 derniers mois, indique ce document du gouvernement qui détaille un plan d'assistance humanitaire d'urgence pour ces 2 régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest. Plus de 120 cas d'incendies d'écoles par les séparatistes ont aussi été recensés selon ce document. Les séparatistes ont à plusieurs reprises appelé à boycotter les établissements scolaires et s'en prennent à ceux qui ne respectent pas cet appel. Ce plan d'assistance humanitaire d'urgence de plus de 12 milliards de francs CFA a été lancé hier par le Premier ministre camerounais.
(*La voix de l'Amérique, le 21-06-2018*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Un ex-ministre israélien accusé d'espionnage au profit de l'Iran...

Israël est secoué par une affaire d'espionnage. Un ex-ministre du gouvernement d'Yitzhak Rabin, dans les années 90, est soupçonné d'espionnage au profit de l'Iran. Il a été extradé d'un pays africain le mois dernier et mis au secret en Israël. Les autorités israéliennes ont décidé de lever cette semaine le voile sur cette enquête qui laisse les Israéliens perplexes. Gonen Segev, un ex-ministre et député, aurait transmis des renseignements sur le marché de l'énergie en Israël, sur la sécurité, sur des diplomates et responsables israéliens aux services de renseignement iraniens. Il se serait rendu à deux reprises à Téhéran durant ces six dernières années. Il disposait au moment de son arrestation d'un équipement lui permettant de communiquer avec ses officiers de liaison iraniens. Gonen Segev avait déjà été condamné à cinq ans de prison pour s'être livré au trafic de drogue. Libéré avant terme, il s'était installé en Afrique. Les enquêteurs s'efforcent d'établir s'il avait des complices en Israël et si ceux-ci savaient que Gonen Segev était un agent iranien.
(*Radio Vatican, le 20-06-2018*)

« L'enrôlement de l'ex-ministre israélien de l'Énergie Gonen Segev par les services de renseignement iraniens est un fait qu'on ne peut négliger » a-t-on appris d'un quotidien israélien. *The Jerusalem Post* a fait paraître un article au sujet de l'arrestation de l'ex-ministre israélien qui avait été enrôlé par les services de renseignement iraniens. « Personne ne sait encore à quel point les missions de Segev pour l'Iran ont porté atteinte aux services de renseignement et de sécurité d'Israël. Une simple estimation laisse savoir que les atteintes subies par les services de renseignement et de sécurité d'Israël ne sont nullement mineures ou négligeables » indique le journal. Il a ensuite évoqué les propos des hauts responsables auprès des services de sécurité et de renseignement, ayant requis l'anonymat, qui ont reconnu que cet ancien ministre avait bien la capacité de nuire aux secteurs énergétique et militaire en établissant des liens entre les Iraniens et d'autres responsables israéliens. Selon certaines sources, puisque Gonen Segev occupait, pendant un an, le poste du ministre de l'Énergie et qu'il faisait partie du cabinet israélien, il pouvait fournir des informations confidentielles à l'Iran, à propos des installations et des infrastructures importantes d'Israël ». Tel-Aviv craint donc une opération de sabotage de l'Iran contre son secteur énergétique. « On ne sait pas encore si Segev a réussi à présenter à l'Iran des responsables israéliens qui sont prêts à se laisser recruter comme espions » indique *The Jerusalem Post*. Gonen Segev, ancien député et ministre, âgé de 62 ans, est accusé d'être un agent actif au profit des services de renseignement iraniens. Gonen Segev, ministre de l'Énergie et des Infrastructures entre 1995 et 1996, a été arrêté en mai à l'aéroport de Tel-Aviv, après avoir été expulsé de Guinée équatoriale en raison d'une précédente condamnation pour trafic de drogue. Selon le Shin Beth, le service de sécurité intérieur du régime israélien, Gonen Segev aurait rencontré ses contacts iraniens à de multiples reprises dans différents pays et leur aurait transmis des informations sur la sécurité et les ressources énergétiques en Israël. De nouveaux détails qui viennent d'être révélés par des médias israéliens montrent que Gonen Segev était en lien avec des sources diplomatiques nigérianes, iraniennes et israéliennes lorsqu'il exerçait la profession de médecin à Abuja, capitale du Nigeria. Selon certaines sources auprès du ministère israélien de la Justice, si Gonen Segev est reconnu coupable, il sera exécuté ou condamné à la prison à perpétuité. « L'enrôlement de l'ancien ministre israélien de l'Énergie par les services de renseignement iraniens serait une victoire pour Téhéran » ajoute *Ha'aretz*.
(*Press TV, le 21-06-2018*)

En Chine, mise en examen d'un ressortissant japonais accusé d'espionnage...

Le ministère nippon des Affaires étrangères indique avoir appris qu'un Japonais détenu en Chine et

accusé d'espionnage avait été mis en examen le mois dernier. L'homme, un septuagénaire détenu dans la province du Shandong, dans l'est, faisait partie d'un groupe de six Japonais arrêtés en mars 2017. Le groupe menait des études liées au développement de sources chaudes dans le Shandong et l'île méridionale de Hainan à la demande d'entreprises chinoises. Des cinq autres ressortissants nippons, quatre ont été relâchés. Un autre homme, d'une cinquantaine d'années et détenu à Hainan, a été inculpé ce mois-ci. Les médias d'État chinois ont rapporté plus tôt que les deux hommes faisaient l'objet d'interrogatoires car soupçonnés d'avoir volé des informations relevant du secret national. Les deux hommes auraient conduit des études géologiques sans la permission du gouvernement. La Chine applique une loi anti-espionnage passée en 2014. Un certain nombre de Japonais ont depuis été arrêtés. Cinq des huit personnes inculpées sont déjà en procès à huis clos. Pékin a jusqu'à présent inculpé huit Japonais dans le pays pour espionnage. Le ministère japonais des Affaires étrangères demande aux autorités chinoises de respecter les droits des accusés durant les procès.

(Radio Japon international, le 20-06-2018)

Sub 2000, un projet américain de sous-marin à double coque destiné à mener des opérations d'espionnage...

Le projet d'un sous-marin d'attaque américain non divulgué précédemment pourrait indiquer la future direction de développement de la flotte sous-marine américaine, selon *Popular Mechanics*. Le concept du design d'un futur sous-marin américain dévoilé par le site d'analyse *Covert Shores* et non divulgué précédemment est révélateur quant au développement à venir de la flotte sous-marine des États-Unis, suppose le magazine *Popular Mechanics*. Le sous-marin *Sub 2000* constituerait une rupture radicale par rapport aux projets américains antérieurs, car il a une double coque, est de petite taille et son design est plat, signale le média. D'après le projet, le *Sub 2000* est conçu comme un sous-marin d'attaque, mais il pourrait également mener des missions d'espionnage. Sa configuration lui permettrait de s'approcher à faible profondeur des côtes ennemies pour installer des appareils d'écoute et intercepter des transmissions électromagnétiques. En outre, le *Sub 2000* serait doté de deux véhicules sous-marins autonomes, ce qui permet de conclure qu'il doit succéder au sous-marin de 2e génération *USS Parche* qui a mené des missions d'espionnage pendant et après la Guerre froide.

(Radio Sputnik, le 22-06-2018)

... MILITAIRE ...

Protestations japonaises après des manœuvres militaires sud-coréennes sur les îles Takeshima...

Le ministère japonais des Affaires étrangères a protesté contre les manœuvres militaires prévues de la Corée du Sud sur les îles Takeshima en mer du Japon. Séoul contrôle ces îles et Tokyo les revendique. La protestation survient après l'annonce de la Corée du Sud, selon laquelle elle organisera deux journées d'exercices militaires sur les îles et dans la zone environnante à partir de lundi. D'après des responsables à Séoul, les manœuvres simuleront une tentative par des forces étrangères d'atterrir sur les îles. La marine sud-coréenne et la garde-côtière vont déployer six navires de guerre et sept avions. La Corée du Sud organise habituellement ces exercices deux fois par an. Le Japon maintient que les îles font partie intégrante du territoire nippon et que la Corée du Sud les occupe de façon illégale. Kenji Kanasugi, le chef du bureau des Affaires asiatiques et océaniques au ministère japonais des Affaires étrangères, a téléphoné dimanche soir à l'ambassade sud-coréenne. M. Kanasugi a fait savoir à un responsable sud-coréen que les manœuvres prévues sont extrêmement déplorables.

(Radio Japon international, le 18-06-2018)

La marine nationale a annoncé aujourd'hui qu'elle allait mener, cette année encore, ses manœuvres militaires semestrielles visant à défendre Dokdo. Situés en mer de l'Est, qui sépare les deux Corées du Japon, ces îlots font partie du territoire sud-coréen alors que Tokyo revendique sans cesse sa souveraineté. L'armée de l'air et la police maritime rejoignent également cette opération bi-annuelle qui se déroule aujourd'hui et demain. Six navires sont mobilisés, dont le *Yangmanchun*, un destroyer de 3 200 tonnes, ainsi que des chasseurs F-15K et des avions de patrouille maritime. Une unité de l'infanterie de la marine stationnée à Pohang sur la côte sud-est du territoire sera également déployée pour un exercice de débarquement et de défense. Les médias nippons ont rapporté que leur ministère des Affaires étrangères tout comme l'ambassade du Japon à Séoul ont fait part de leur protestation à la Corée du Sud à travers un canal diplomatique.

(KBS World Radio, le 18-06-2018)

Séoul et Washington confirment l'annulation des exercices militaires conjoints prévus en août prochain...

Les États-Unis et la Corée du Sud ont convenu de suspendre les manœuvres militaires régulières prévues pour août. Le département américain de la Défense a annoncé lundi la suspension de tous les préparatifs pour l'exercice *Ulchi Freedom Guardian*. Le Pentagone a indiqué que les États-Unis et la Corée du Sud continueront les consultations pour la coordination de mesures supplémentaires. Le département a également déclaré que le secrétaire à la Défense James Mattis et le secrétaire d'État Mike Pompeo se rencontreront plus tard cette semaine au Pentagone pour discuter de la question. Le ministère sud-coréen de la Défense a également annoncé la suspension des manœuvres. L'exercice *Ulchi Freedom Guardian* est basé sur une simulation informatique visant à se préparer à toute éventualité sur la péninsule coréenne. Suite à son sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, le président américain Donald Trump a déclaré qu'il ferait cesser les manœuvres tant que la Corée du Nord poursuivrait un dialogue sincère avec les États-Unis. La Corée du Nord avait exigé la suspension des exercices, les qualifiant d'acte de provocation inacceptable.

(Radio Japon international, le 19-06-2018)

C'est maintenant officiel, la Corée du Sud et les États-Unis ont décidé de suspendre leurs prochains exercices militaires conjoints *Ulchi Freedom Guardian* (UFG). Ils devaient les organiser en août, à l'origine. Le ministère sud-coréen de la Défense et le Pentagone ont pris cette décision dans la foulée de l'annonce faite par le président des États-Unis. Dans sa conférence de presse accordée après sa rencontre avec le dirigeant nord-coréen, le 12 juin à Singapour, Donald Trump avait déclaré à la surprise générale qu'il mettrait fin aux manœuvres avec Séoul pendant la phase de dialogue avec P'yongyang. Pour le moment, les deux alliés doivent cesser seulement l'UFG, l'un de leurs trois exercices annuels de grande ampleur, avec *Key Resolve* et *Foal Eagle*. La Corée du Nord demandait leur suspension, les qualifiant de répétition de l'invasion de son territoire. Les décisions sur les autres opérations doivent intervenir plus tard, en fonction de l'évolution des négociations avec le pays communiste.

(KBS World Radio, le 19-06-2018)

Washington et Séoul annoncent la suspension des manœuvres militaires effectuées dans le cadre du Korean Marine Exchange Program...

Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a annoncé la suspension jusqu'à nouvel ordre de nouvelles manœuvres militaires menées avec la Corée du Sud. M. Mattis a rencontré vendredi au département de la Défense le secrétaire d'État Mike Pompeo et le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton. Les trois hommes ont discuté de la mise en œuvre des décisions prises lors du sommet américano-nord-coréen du 12 juin. Dans les jours qui ont suivi la rencontre, Washington et Séoul ont suspendu les exercices annuels de simulation informatique *Ulchi Freedom Guardian*. D'après un porte-parole du Pentagone, M. Mattis a par ailleurs décidé de suspendre deux autres exercices, qui font partie d'un programme d'échanges maritimes avec la Corée du Sud. Ces manœuvres devaient avoir lieu au cours des trois mois à venir. Toujours selon le porte-parole, la décision aurait été prise en considération des négociations diplomatiques en cours avec P'yongyang. De nouvelles mesures pourraient être prises. Elles dépendront de la Corée du Nord et de sa bonne foi à continuer les pourparlers. James Mattis a exprimé son soutien à l'engagement du département d'État avec la Corée du Nord. Mais certains élus du Congrès estiment que les États-Unis ont déjà fait trop de concessions.

(Radio Japon international, le 23-06-2018)

C'est aussi une mesure de suivi au résultat de la rencontre entre les leaders nord-coréen et américain le 12 juin. La Corée du Sud et les États-Unis ont décidé de reporter sine die les exercices conjoints des corps de leurs *Marines*. C'est ce qu'a rapporté hier l'agence *Reuters*, citant une déclaration du Pentagone. Selon cette agence de presse, il s'agit en effet de deux manœuvres qui devaient être effectuées à l'origine entre juillet et septembre, dans le cadre du KMEP ou Korean Marine Exchange Program. La porte-parole du département de la Défense, Dana White, a précisé que James Mattis avait pris une telle décision en collaboration avec Séoul, afin de mettre en œuvre le résultat du sommet de Singapour. Le KMEP est une opération annuelle qui était menée en été. Des membres du corps des *Marines* américains, stationnés à Okinawa au Japon et leurs homologues sud-coréens l'effectuent ensemble sur l'île sud-coréenne de Baengnyeong, située près de la frontière maritime intercoréenne,

ou à Pohang, une ville côtière du sud-est de la péninsule. Les deux alliés avaient récemment décidé de suspendre leurs prochains exercices militaires conjoints *Ulchi Freedom Guardian* (UFG), initialement prévus en août.

(KBS World Radio, le 23-06-2018)

Les exercices militaires conjoints américano-japonais seront maintenus, selon Tokyo...

Le ministre nippon de la Défense, Itsunori Onodera, indique qu'il demandera aux États-Unis et à la Corée du Sud de continuer les manœuvres militaires afin de maintenir l'effet de dissuasion en Asie du Nord-Est. M. Onodera s'est exprimé devant la presse mardi après que les deux gouvernements ont annoncé la suspension des manœuvres *Ulchi Freedom Guardian* prévues pour le mois d'août. Il a précisé avoir été informé des intentions des États-Unis d'annuler les exercices lors d'une conversation téléphonique la semaine dernière avec le secrétaire à la Défense James Mattis. M. Onodera pense que les responsables de la défense aux États-Unis et en Corée du Sud ont pris cette décision dans l'espoir de renforcer les efforts diplomatiques pour résoudre le dossier nord-coréen. Il a cependant ajouté que les manœuvres étaient un important pilier pour assurer la paix et la stabilité dans la région. Il a précisé que le Japon continuerait de coopérer étroitement avec les deux pays et a convenu avec M. Mattis d'organiser comme prévu les exercices nippo-américains.

(Radio Japon international, le 19-06-2018)

Ajournement des prochaines manœuvres militaires sud-coréennes *Taegeuk*...

La Corée du Sud effectue aussi, elle seule, des exercices militaires simulant une guerre totale dans la péninsule. L'une de ces manœuvres est baptisée *Taegeuk*. Cette année, elle était programmée entre le 26 et le 28 juin. Mais l'armée a décidé de la reporter, et ce dans la foulée de la suspension des prochains exercices conjoints avec les États-Unis, prévus à l'origine en août. La raison : ne pas entraver le bon déroulement des négociations intercoréennes et nord-coréano-américaines et éviter d'irriter P'yongyang. *Taegeuk* est un exercice de poste de commandement. Il est mené en mai ou en juin chaque année, depuis 1995. C'est la première fois qu'il est ajourné.

(KBS World Radio, le 20-06-2018)

Mise en garde russe après la déclaration de Donald Trump portant sur la création d'une armée spatiale...

Le ministre russe des Affaires étrangères a mis en garde contre la récente décision du président américain de créer une armée de l'espace. Hier, mardi 19 juin, le ministère russe des Affaires étrangères a critiqué dans un communiqué la décision de Donald Trump, président américain, de créer une armée spécialisée dans l'espace, a rapporté *Fars News*. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Russie, Maria Zakharova, a mis en garde contre une militarisation de l'espace qui pourrait avoir des conséquences non moins néfastes que la course à l'armement nucléaire. « La Russie et la Chine ont proposé un traité international pour interdire le déploiement d'armes dans l'espace » a annoncé Maria Zakharova. Lors d'un discours à la Maison-Blanche en début de semaine, Donald Trump a ordonné au Pentagone d'entamer le processus nécessaire pour établir une force spatiale. Avec cette Space Force, le président américain veut créer une sixième branche des forces armées des États-Unis, séparée de l'US Air Force.

(Press TV, le 21-06-2018)

Manœuvres navales russes en mer de Chine méridionale...

Les navires russes ont organisé un exercice militaire en mer de Chine méridionale. La Russie a organisé ce mardi 19 juin des exercices militaires d'un jour auxquels ont participé les destroyers *Amiral Tributs* et *Amiral Vinogradov* et le pétrolier *Paching* de la flotte de l'océan Pacifique. Lors de ces exercices, les forces aéroportées et les marins ont simulé une attaque menée par des frégates et se sont entraînés à protéger les navires lorsqu'ils passent des détroits, à arraisonner les navires suspects et à inspecter leur cargaison. Les forces russes ont utilisé toute sorte d'armes avant de quitter cette région.

(Press TV, le 20-06-2018)

Les manœuvres aériennes internationales *Clear Sky 2018* se dérouleront en Ukraine...

L'Ukraine accueillera cette année les plus grandes manœuvres aériennes internationales organisées dans le pays depuis son indépendance, a fait savoir jeudi le ministère ukrainien de la Défense. Baptisé

Clear Sky - 2018, cet exercice doit avoir lieu à la mi-octobre, et impliquer plus de quarante aéronefs, ainsi que des dizaines de systèmes de défense antiaérienne et d'équipements radio-technologiques, a déclaré le ministère dans un communiqué. Des centaines de troupes d'Ukraine et d'une dizaine de pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) doivent participer à cet exercice, indique ce communiqué. Cet exercice vise à renforcer la sécurité en Europe de l'Est et doit durer deux semaines, précise-t-il.

(*Radio Chine internationale, le 22-06-2018*)

Tentatives d'aveuglement au laser de pilotes de l'US Air Force au dessus de la mer de Chine orientale...

Des pilotes de l'US Air Force survolant la mer de Chine orientale ont été la cible de plus de vingt tentatives d'aveuglement au laser au cours des dix derniers mois, en plus d'un certain nombre d'attaques similaires en Afrique de l'Est. Plus de vingt cas d'utilisation de lasers pour tenter d'aveugler les pilotes de l'US Air Force survolant la mer de Chine orientale ont été recensés depuis septembre 2017, a rapporté le *Wall Street Journal*. Les lasers ont été utilisés pour cibler les opérations aériennes américaines dans le Pacifique, avec vingt incidents enregistrés depuis septembre de l'année dernière, selon un responsable militaire américain qui a déclaré, sous le couvert de l'anonymat, que des lasers, probablement d'origine chinoise, avaient été projetés sur des avions américains. Le dernier cas s'est produit au cours des deux dernières semaines, a indiqué le responsable, qui a précisé qu'aucun des incidents n'avait entraîné de blessures. Les lasers sont de faible puissance et se trouvent en vente libre. Ils pourraient avoir été utilisés par des pêcheurs chinois ou des ressortissants d'autres pays de la région. Toutefois, Washington n'écarte pas la responsabilité des autorités chinoises. Les attaques ressemblent à des incidents survenus au début de l'année 2018 à Djibouti, en Afrique de l'Est, suite auxquels des aviateurs militaires américains ont subi des blessures légères aux yeux après avoir été exposés à des lasers qui, selon l'armée américaine, provenaient d'une base militaire chinoise voisine. L'incident de Djibouti a incité les États-Unis à protester officiellement auprès de Pékin, même si les représentants officiels n'ont pas confirmé si les lasers utilisés dans le Pacifique étaient de qualité militaire ou commerciale.

(*Press TV, le 24-06-2018*)

... CYBERGUERRE ...

Selon un général israélien, le prochain « 11 septembre » sera une cyber-attaque contre le secteur énergétique...

Ehud Schneorson, un ancien général de brigade israélien qui dirigeait l'unité 8200 de l'armée, a déclaré, ce dimanche 17 juin, qu'Israël devrait prendre pour cible les infrastructures énergétiques du Liban et de l'Iran en cas de déclenchement d'un conflit. Selon le quotidien israélien *The Jerusalem Post*, Ehud Schneorson a déclaré, lors d'une réunion sur la sécurité cybernétique, que le secteur énergétique faisait partie des principaux piliers de l'économie de l'Iran, avant d'appeler Tel-Aviv à attaquer ce secteur dans un possible conflit à venir. L'ancien commandant de l'unité 8200 ajoute que le prochain « 11-Septembre », qui aura lieu dans le domaine cybernétique, touchera le secteur énergétique.

(*Press TV, le 18-06-2018*)

Bithump, la plateforme sud-coréenne d'échange de cryptomonnaies cible d'une cyberattaque...

La première plateforme d'échange de cryptomonnaies de Corée du Sud, *Bithump*, s'est fait voler 35 milliards de wons en monnaie virtuelle par des hackers. Elle a annoncé avoir cessé toute transaction après s'être aperçue du piratage, hier, tard dans la nuit. Et d'ajouter qu'elle a déplacé l'intégralité des actifs de ses clients dans des portefeuilles non connectés à internet, donc sécurisés. La KISA, l'agence qui surveille les cyberattaques, a dépêché aujourd'hui sur place une équipe d'enquête. C'est la sixième fois que des sites sud-coréens d'échange de monnaies virtuelles sont victimes de piratage.

(*KBS World Radio, le 20-06-2018*)

Les smartphones Android visés par un virus contrôlé par des hackers depuis la messagerie Telegram...

Les spécialistes de l'entreprise technologique Eset ont découvert un nouveau virus ressemblant à une application ordinaire pour Android et qui est géré à distance par des hackers depuis la messagerie *Telegram*. La société de sécurité informatique prévient les utilisateurs de smartphones Android de

l'existence d'un nouveau virus dont ils pourraient devenir les victimes. Il s'agit en l'occurrence du malware baptisé *HeroRat* qui attaque les utilisateurs ayant téléchargé des applications dans des magasins non officiels. Les hackers attirent leurs victimes avec les promesses de faire croître leur nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux ou de leur offrir des cryptomonnaies. Suite au lancement de l'algorithme contenant le virus, les programmes affichent un message d'erreur et s'auto-suppriment. Mais en réalité l'algorithme continue de fonctionner. En outre, *HeroRat* prend le contrôle du smartphone en question : il intercepte le trafic de l'appareil mobile, vole les informations stockées sur celui-ci et modifie de lui-même les paramètres. Les cybercriminels peuvent contrôler à distance ses actions grâce à un bot dans la messagerie *Telegram*. Les auteurs du cheval de Troie le vendent librement, la fourchette de prix varie de 25 à 100 dollars. Les hackers ont estimé le coût du code initial à 650 dollars. Les experts en cybersécurité recommandent aux utilisateurs d'Android de télécharger uniquement des applications officielles.
(Radio Sputnik, le 22-06-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Un premier avion de combat F-35 aurait été livré à la Turquie...

Malgré l'opposition du Congrès américain, Washington a livré un premier avion de chasse F-35 à Ankara. C'est au cours d'une cérémonie à Fort Worth, au Texas, que la Turquie a reçu hier, jeudi 21 juin son premier avion de chasse F-35. « Un deuxième avion devrait être livré dans les prochains jours. Les deux avions seront transférés à une date ultérieure à la Luke Air Force Base en Arizona, où des pilotes turcs reçoivent une formation » a indiqué le lieutenant-colonel Mike Andrews, un porte-parole du Pentagone. Les membres du Congrès américain se sont opposés à la livraison des F-35 à la Turquie qui a commandé des systèmes de défense antimissile russes S-400. La vente de F-35 à la Turquie avait été momentanément bloquée, car Trump craignait que la Turquie représente une menace pour l'OTAN. L'amendement affirmait que l'achat de S-400 augmenterait les tensions et les risques pour l'Alliance.

(Press TV, le 22-06-2018)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67